

## Les finances des établissements publics de santé

### Fonctionnement (établissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
<b>Charges d'exploitation (1)</b>	<b>54 272</b>	<b>56 033</b>	<b>+3,2</b>	<b>57 690</b>	<b>+3,0</b>
Achats et charges externes non médicaux	5 546	5 325	-4,0	5 325	-0,0
Frais de personnel	38 769	40 457	+4,4	42 028	+3,9
Achats et charges médicaux	8 155	8 482	+4,0	8 857	+4,4
Charges financières	438	498	+13,6	597	+19,9
Autres charges de fonctionnement	1 365	1 271	-6,9	883	-30,5
<b>Produits d'exploitation (2)</b>	<b>57 470</b>	<b>59 241</b>	<b>+3,1</b>	<b>60 868</b>	<b>+2,7</b>
Produits de l'Assurance Maladie	41 655	42 690	+2,5	43 605	+2,1
Produits médicaux	3 446	3 884	+12,7	4 132	+6,4
Produits non médicaux	5 549	5 496	-0,9	5 679	+3,3
Produits des activités médico-sociales	6 820	7 172	+5,2	7 451	+3,9
<b>Autofinancement (A)=(2) - (1)</b>	<b>3 198</b>	<b>3 209</b>	<b>+0,3</b>	<b>3 177</b>	<b>-1,0</b>

## Fonctionnement

**Les charges d'exploitation (+ 3,0 % en 2007) augmentent quasiment au même rythme qu'en 2006 (+ 3,2 %).**

Les **frais de personnel** constituent près des trois quarts des charges d'exploitation des hôpitaux publics. Ils progressent en 2007 à un rythme voisin de celui de 2006 (+ 3,9 % contre + 4,4 %).

Au sein de ces dépenses, il convient de distinguer les **dépenses de personnel médical** (médecins, praticiens hospitaliers) dont la progression en 2007 atteint 4,6 % et les **dépenses des personnels techniques, administratifs et soignant** qui augmentent de 3,7 %. Il est à noter que les rémunérations des personnels sous contrat (que ce soit en CDI ou en CDD) et des personnels employés dans le cadre de contrats aidés croissent davantage (+ 7,7 %) que les rémunérations des personnels de la Fonction Publique Hospitalière (+ 3,1 %).

Le poste des **achats et charges médicaux**, qui regroupe pour l'essentiel l'achat de médicaments et de fournitures médicales d'usage courant est en augmentation de 4,4 %, soit un niveau proche de celui de 2006.

Le poste **autres achats et charges externes non médicaux**, connaît, quant à lui, une quasi-stagnation.

En détail, il apparaît que les dépenses alimentaires stagnent (+0,8 %). Contrairement à 2006, les hausses en matière de dépenses de carburants, de combustibles, celles liées au chauffage et à l'approvisionnement en eau sont très modérées. De son côté, le poste achats de services augmente de 4,1 %. La hausse des primes d'assurance est modérée en 2007 (+ 2,8%), comme en 2006, ce qui tranche avec les fortes hausses des précédents exercices. Les dépenses de maintenance et d'entretien s'accroissent de 3,3 % ; parmi celles-ci, les dépenses liées à la maintenance du matériel médical augmentent de 5,3 %<sup>3</sup>.

Après une baisse continue depuis 1992, les **charges financières** ont entamé, depuis 2005, une hausse. Celle-ci s'est amplifiée en 2007 (+ 20 %), consécutivement à l'accroissement soutenu de l'encours de la dette depuis 2002, lié au financement de l'effort d'investissement suscité par la mise en œuvre du plan Hôpital 2007.

<sup>3</sup> Cette tendance marque une rupture avec les fortes augmentations enregistrées au cours de la période 2000-2005.

## Investissement (établissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
<b>Emplois d'investissement (hors dette) (3)</b>	<b>4 895</b>	<b>5 439</b>	<b>+11,1</b>	<b>5 693</b>	<b>+4,7</b>
Dépenses d'équipement	4 794	5 346	+11,5	5 654	+5,8
Autres dépenses	101	93	-7,5	39	-58,3
<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)</b>	<b>596</b>	<b>490</b>	<b>-17,7</b>	<b>461</b>	<b>-5,9</b>
Dotations et subventions	400	283	-29,2	287	+1,4
Autres recettes (a)	196	207	+5,8	174	-15,9
Remboursements d'emprunts*	1 809	2 367	+30,9	2 667	+12,6
Emprunts*	2 867	3 905	+36,2	5 013	+28,4
Refinancements et opérations de gestion de dette					

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

\* y compris refinancements

### Les produits de fonctionnement sont en hausse de 2,7%, ce qui est voisin de la progression de 2006.

Les produits issus de l'Assurance-Maladie (43,6 Mds€) constituent la majeure partie des recettes des EPS. La **part liée à la T2A<sup>4</sup>** dans ces produits est passée de 35 % en 2006 à 50 % en 2007. Dans les produits T2A, la tarification des séjours atteint 11,9 Mds€ (+44,5 %), et la DAC<sup>5</sup> 12,4 Mds€. S'y ajoutent les produits des médicaments et dispositifs facturés en sus des séjours pour 1,73 Md€ (+ 7 %). La DAF (Dotation Annuelle de Financement) représente 9,9 Mds€ environ et finance les activités n'entrant pas dans le champ de la T2A. Les dotations MIGAC<sup>6</sup> viennent compléter le financement de l'Assurance Maladie à hauteur de 5,5 Mds€.

Suite à la revalorisation des forfaits journaliers et à la mise en place de dispositifs impliquant davantage les patients financièrement, les **produits médicaux** continuent d'augmenter notablement en 2007 (+6,4 %) après une hausse de 13 % en 2006. Les recettes issues du forfait journalier sont en accroissement de 7%.

Les **produits non médicaux** des comptes de résultat principaux des EPS (titre III) augmentent modérément (+ 3,3 %), notamment du fait de l'accroissement des produits des activités annexes à l'activité hospitalière (+ 9,3%). L'activité de rétrocession de médicaments stagne (-1 %).

<sup>4</sup> T2A : Tarification A l'Activité

<sup>5</sup> DAC : Dotation Annuelle Complémentaire

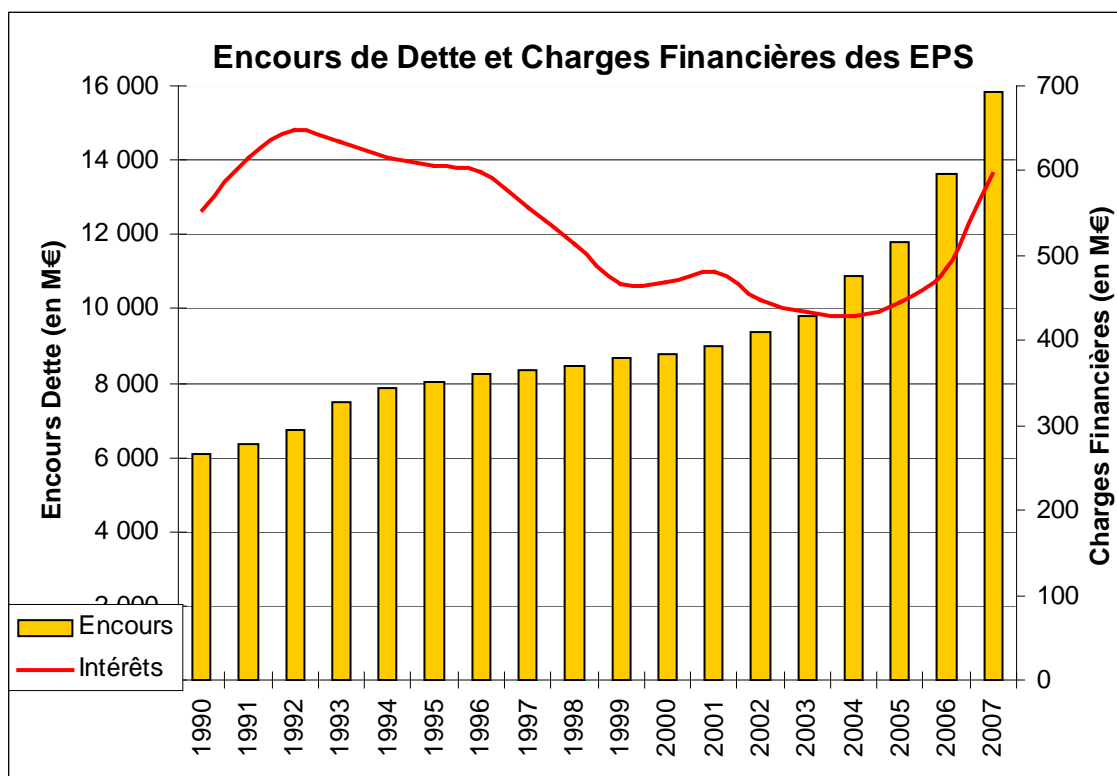
<sup>6</sup> Missions d'Intérêt Général et d'Aide à la Contractualisation.

### Investissement

La cinquième année de mise en œuvre du volet de relance de l'investissement hospitalier (dans le cadre du plan Hôpital 2007) se traduit par une nouvelle **hausse de l'effort d'investissement** des EPS de l'ordre de 5,8 %. Cette hausse est plus modérée que celle des précédents exercices, mais l'investissement hospitalier est désormais supérieur pour la deuxième année consécutive à 5 Mds€<sup>7</sup>.

L'accroissement des **dépenses d'équipement** concerne essentiellement la construction ou la réhabilitation de bâtiments (+5,4 %), mais aussi les achats et les mises en services de nouveaux équipements et matériels (de l'ordre de + 4 % environ), ainsi que les immobilisations incorporelles (études par exemple).

<sup>7</sup> Soit l'un des objectifs quantitatifs initiaux du volet investissement du plan Hôpital 2007.



## Équilibre financier global

L'**autofinancement** reste stable d'un exercice à l'autre et se situe à un niveau voisin de 3,2 Mds€ (-1,0 %). Cependant, l'accroissement des dépenses d'investissement contribue à augmenter le besoin de financement. Ainsi, les dépenses totales hors emprunts se sont davantage accrues que les recettes totales hors emprunts (+ 3,0 %) et continuent à leur être nettement supérieures.

L'autofinancement dégagé par la section d'exploitation est complété par des recettes affectées à l'investissement, comprenant diverses dotations et subventions, notamment le FMESPP (Fonds de Modernisation des Etablissements Sanitaires Publics et Privés) et des ventes d'éléments de patrimoine.

Les cessions d'immobilisations restent à un niveau voisin de celui de 2006, et complètent les subventions d'équipement. Cela permet de limiter le fléchissement **des ressources d'investissement des EPS** (hors emprunts) à 6%.

Ces recettes restent toutefois marginales par rapport à l'ensemble des ressources nécessaires au financement des emplois d'investissement des EPS.

**Les besoins de financement** recouvrent, quant à eux, non seulement les dépenses d'investissement directes, mais aussi les remboursements d'emprunts, soit un total de 8,36 Mds€ (+ 550 M€ par rapport à 2006, soit + 7 %).

Le solde entre les ressources (hors emprunts) et le total des emplois, y compris les remboursements d'emprunts, continue de se dégrader en 2007 : - 4,72 Mds€, soit 610 M€ supplémentaires à financer. Les EPS ont mobilisé 5,01 Mds€ d'emprunts nouveaux, soit une augmentation de 28 % par rapport à 2006. Parallèlement, le volume des remboursements d'emprunts a augmenté de 12,6 % pour atteindre 2,67 Mds€.

**L'endettement** des EPS augmente ainsi de 2,35 Mds€, soit + 17 %, et dépasse, à l'issue de l'exercice 2007, 15,8 Mds€.

### Equilibre financier global (Etablissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
<b>Dépenses totales*</b>	<b>60 977</b>	<b>63 839</b>	<b>+4,7</b>	<b>66 050</b>	<b>+3,5</b>
<b>Recettes totales*</b>	<b>60 933</b>	<b>63 637</b>	<b>+4,4</b>	<b>66 342</b>	<b>+4,3</b>
Charges de fonctionnement (1)	54 272	56 033	+3,2	57 690	+3,0
Produits de fonctionnement (2)	57 470	59 241	+3,1	60 868	+2,7
<b>Autofinancement (A) = (2)-(1)</b>	<b>3 198</b>	<b>3 209</b>	<b>+0,3</b>	<b>3 177</b>	<b>-1,0</b>
Emplois d'investissement (hors dette) (3)	4 895	5 439	+11,1	5 693	+4,7
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	596	490	-17,7	461	-5,9
<b>Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)</b>	<b>1 058</b>	<b>1 538</b>	<b>45,3</b>	<b>2 347</b>	<b>+52,6</b>

\* y compris refinancements

Le ratio de la dette sur la capacité d'autofinancement<sup>8</sup> continue de se dégrader : il est passé de 3,83 années en 2005 à 4,21 années en 2006 et s'élève désormais à 4,99 années en 2007.

Enfin, les EPS ont globalement effectué des reprises sur leur fonds de roulement en 2007, à hauteur de 80 M€.

<sup>8</sup> il s'agit du nombre d'années qui seraient nécessaires au remboursement de la dette si la totalité de la capacité d'autofinancement y était consacré.